

PROLIFÉRATION : LES PIÈGES DE L'ARME NUCLÉAIRE

JEAN-JACQUES SALOMON *

Le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) se porte mal : la Corée du Nord, qui l'a signé, a fait sauter une bombe, et l'Iran, également signataire, se met sur la voie de l'armement nucléaire. Soixante ans après Hiroshima, il n'y a pas eu de guerre nucléaire, et l'on a toute raison de s'en réjouir. La menace demeure néanmoins, qu'il s'agisse de « la montée aux extrêmes » toujours possible entre États ou d'attentats terroristes menés à coup de bombes nucléaires ou de pollutions radioactives. Comme l'a dit le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), il s'agit d'une double crise : « Certains des États non dotés se sont lancés dans des activités clandestines menant à des armes nucléaires, et les États dotés manquent à leur devoir de prendre des mesures concrètes et irréversibles afin d'éliminer leur arsenal nucléaire. »

Les paradoxes du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), entré en vigueur en mars 1970, sont aussi nombreux que dérangeants. Le Traité passe auprès de ses signataires pour le plus « universel », mais on pourrait en dire autant des Traités engagés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ou l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (FAO). C'est que la mise en quarantaine en cas d'épidémie ou de pandémie a une force de démonstration autrement plus convaincante que le pacifisme affiché des puissances nucléaires. En fait, le Traité est discriminatoire par définition puisqu'il reconnaît des États dotés (EDAN), des non dotés (NEDAN) et des États dits « du seuil » – en situation de purgatoire entre ciel et enfer ? – dont on ne sait officiellement s'ils sont déjà dotés et dont personne ne doute qu'ils le soient (Israël) ou qui songent à le

* PROFESSEUR HONORAIRE AU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS, CHAIRE TECHNOLOGIE ET SOCIÉTÉ

devenir tout en se défendant haut et fort d'y travailler (Iran, Arabie saoudite, Égypte, Algérie) ¹.

L'Iran qui l'a signé et ratifié tend à se doter d'un armement nucléaire, et du coup se trouverait hors la loi internationale, mais pourrait s'en retirer conformément à l'article x qui stipule que « chaque Partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, aura le droit de se retirer du Traité si elle décide que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du présent Traité, ont compromis les intérêts suprêmes de son pays » ². Parmi les pays officiellement ou officieusement dotés, il en est qui se sont gardés de le signer, Israël, Inde et Pakistan. En ce qui concerne les deux Corées, Séoul et Pyongyang étaient parvenus en 1992 (sous Bush père) à la conclusion d'un Traité de dénucléarisation de la péninsule. Réunis à Panmunjom sur la ligne de démarcation, les négociateurs des deux pays avaient adopté un texte en six points, se prononçant pour un usage pacifique de l'énergie nucléaire, l'interdiction de détenir ou de fabriquer des armes nucléaires, des inspections conjointes des installations nucléaires des deux pays et la constitution d'un comité de contrôle.

Le chantage à la bombe

Par la suite, la Corée du Nord s'est retirée du Traité en 2003, en faisant mine de négocier son retour éventuel et de se soumettre aux vérifications de l'Agence nucléaire de Vienne (AIEA), tout en se

¹ La Libye en faisait partie jusqu'au bombardement américain qui tua l'un des enfants de Khadafi. Celui-ci s'est assagi au point d'accorder des indemnités aux victimes de l'attentat qui fit exploser en 1988 un vol PanAm au-dessus de Lockerbie en Écosse et de devenir un « loyal » partenaire pétrolier des États-Unis, allié de leur cause « anti-forces du Mal », tout en obtenant des compensations pour la libération des infirmières bulgares manifestement innocentes et condamnées à mort. C'est de Libye qu'est venue la dénonciation des trafics nucléaires (formules théoriques et technologies) menés avec la Corée du Nord et l'Iran par l'ingénieur pakistanais Abdul Qadeer Khan, auquel le Pakistan doit ses bombes atomiques et ses missiles.

² La diplomatie peut toujours arguer « d'événements extraordinaires » compromettant les intérêts suprêmes de la souveraineté nationale. Chaque Partie « devra notifier ce retrait à toutes les autres Parties au Traité ainsi qu'au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies avec un préavis de trois mois. Ladite notification devra contenir un exposé des événements extraordinaires que l'État en question considère comme ayant compromis ses intérêts suprêmes. »

lançant délibérément dans un programme d'enrichissement de l'uranium destiné à un armement nucléaire. Ce pays, soumis à une forte dictature, l'un des derniers qui se revendiquent communistes, dépend d'une économie aux abois qui condamne son peuple à une famine chronique. Du président Carter à Bush Jr en passant par Bill Clinton, il a cherché auprès des États-Unis une reconnaissance que les États-Unis lui ont constamment contestée, en le traitant en particulier depuis le 11 septembre comme un des « États voyous » (*Rogue States*) appartenant aux « forces du Mal ». Ce qui n'empêcha pas la Chine, entourée des États-Unis, du Japon et de la Corée du Sud, de poursuivre des pourparlers qui ont connu depuis 2002 des hauts et des bas, jusqu'à l'annonce en 2006 de l'explosion d'une bombe (dont on ne sait, à estimer ses kilotonnes très inférieures à ceux de la bombe d'Hiroshima, s'il s'agit d'un essai vraiment réussi ou d'un demi-échec).

Mais du coup les pourparlers ont repris, aboutissant le 13 février 2007 à un accord aux termes duquel la Corée du Nord accepte(rait) de « désactiver » son programme d'armement nucléaire en échange de la fourniture d'énergie (un million de tonnes de fioul par an et un million de kilowatts d'électricité), de la promesse du déblocage des comptes nord-coréens de la Banque Delta Asia de Macao accusée de blanchiment d'argent, et surtout d'une reconnaissance de fait par les États-Unis assortie de garanties de sécurité à venir³. Pour la première fois, en somme, un « petit » pays démontre que la possession de l'arme nucléaire peut servir non pas tant de stratégie de dissuasion que d'instrument de chantage visant à assurer indemnités et légitimité. Mais il ne s'agit encore que « d'arrêter » plutôt que de « démanteler » le programme d'armement nucléaire, et les palinodies de Kim Jong Il qui peuvent toujours reprendre de plus belle, tout comme l'espoir américain d'un effondrement du régime suivant le modèle pacifique de l'implosion soviétique, laissent ouverte la possibilité de nouveaux rebondissements.

³ Sur toutes ces négociations, voir Richard Bernstein, « How not to Deal with North Korea », *New York Review of Books*, 1^{er} mars 2007, rendant compte de plusieurs livres récemment consacrés à ce sujet (p. 37-39) : Marion V. Creekmore Jr, *A Moment of Crisis : Jimmy Carter, the Power of a Peacemaker and North Korea's Nuclear Ambitions*, Public Affairs ; Gordon G. Chang, *Nuclear Showdown : North Korea Takes On the World*, Random House ; Jasper Becker, *Rogue Regime : Kim Jong Il and the Looming Threat of North Korea*, Oxford University Press.

L'universalité et le respect du Traité sont toujours sous bénéfice d'inventaire, et chacune des crises liées aux menaces de prolifération renvoie toujours à la question fondamentale de la crédibilité des accords de désarmement : les États-nations, « monstres froids » suivant Hegel, peuvent-ils jamais faire, se faire et avoir confiance sur ce terrain éminemment symbolique – et mortel – de la puissance nucléaire ? Rien d'étonnant si l'on voit depuis 2003 le prix du kilogramme d'uranium naturel grimper à vive allure : il est près d'atteindre le record de 260 dollars du milieu des années 1970 alors qu'il ne valait pas plus de 20 dollars avant 2002. La France renouvelle ses contrats avec le Niger, grand producteur qui entend désormais ouvrir ses ressources en uranium à d'autres pays, dont la Chine. Au Canada comme aux États-Unis, non seulement des mines de « gâteau jaune » (U308) sont réouvertes, mais encore on en identifie de nouvelles à exploiter. En Australie, qui détient le tiers des réserves mondiales connues, le Parti travailliste (hors du gouvernement actuel) avait fait campagne depuis les années 1980 sur le thème « plus de nouvelles mines d'uranium quand nous reviendrons au pouvoir » pour répondre à l'opposition croissante du public. Lors de son récent congrès (28-29 avril 2007), c'est par 190 voix sur 205 qu'il a décidé de tourner le dos à cette politique. La spéculation se fonde sur le fait qu'on n'en produit pas assez pour satisfaire les besoins prévisibles de l'Inde, de la Chine et de la Russie (l'offre d'uranium en excès provenant des armes ex-soviétiques converties à l'usage de centrales civiles est pratiquement épuisée)⁴. Le marché du nucléaire est par définition à destination « duale ». D'un côté, certes, joue l'espoir de voir l'énergie nucléaire se substituer aux centrales à charbon et à pétrole, qui contribuent sans commune mesure à l'effet de serre. De l'autre, on ne peut exclure que le contexte international ajoute, à la spéculation en laissant entrevoir de nouvelles parties prenantes dont rien ne dit que la destination finale des réacteurs ne soit pas militaire. Le précédent de la bombe israélienne entraîne en tout cas sunnites et chiites à rêver d'un arsenal nucléaire : la dénucléarisation du Moyen-Orient n'est manifestement pas à l'horizon des relations internationales.

Mais pas davantage du côté des pays pionniers membres permanents du Conseil de sécurité : Tony Blair entendait renouveler son stock de missiles Trident, tout comme George Bush Jr pousse à la mise au point de nouvelles armes nucléaires tactiques. La

⁴ Voir S. Moran et A. Raup, « A New Rush for Uranium Pushes Prices Near Records », *New York Times*, 28 mars 2007.

compétition qui opposait les deux laboratoires américains chargés de produire de nouvelles bombes thermonucléaires, le Livermore National Laboratory (Californie) et le Los Alamos National Laboratory (Nouveau-Mexique), s'est conclue par la victoire du premier sur le second grâce à Purple, l'un des quatre plus puissants superordinateurs au monde : l'enjeu était de concevoir une bombe H d'un type nouveau pour renouveler les têtes des missiles placés dans les sous-marins, et que l'on n'aurait pas besoin d'expérimenter pour échapper aux contraintes du Traité d'interdiction des essais nucléaires. La production d'une telle bombe entraînerait un coût d'au moins 712 millions de dollars vers 2012, et le projet suscite déjà de nombreuses critiques : « ce serait encourager la prolifération que nous souhaitons prévenir » a déclaré un sénateur démocrate. Il n'a pas fallu moins de 28 000 simulations pour mettre au point ce modèle, qui a l'avantage, dit-on, de ne pas comporter de béryllium, un élément dans le maniement des fusées qui pose de sérieux problèmes de santé, et de s'appuyer sur des mécanismes de contrôle empêchant la mise à feu par des voleurs éventuels. Mais plusieurs physiciens spécialistes des systèmes d'armes objectent déjà qu'il est impossible de mesurer l'efficacité d'une telle bombe tant qu'elle n'aura pas été effectivement expérimentée : comment voulez-vous la rendre « certifiable » sans la faire exploser ? L'Association américaine pour l'avancement des sciences (AAAS), qui publie la revue *Science* où sont développées ces informations (9 mars 2007), a demandé qu'une équipe indépendante soit chargée d'évaluer la suite du programme – mission déjà confiée au laboratoire de Los Alamos comme lot de consolation.

Les zones de dénucléarisation

Soixante ans après Hiroshima, il n'y a pas eu de guerre nucléaire, et l'on a toute raison de s'en réjouir. Et trois succès de la lutte contre une telle menace méritent d'être soulignés. C'est d'abord le Traité sur la dénucléarisation et la démilitarisation de l'Antarctique entré en vigueur le 23 juin 1961 : il couvre une zone qui s'étend jusqu'à 60° Sud et englobe des étendues maritimes considérables. L'article premier est fort net : « Seules les activités pacifiques sont autorisées dans l'Antarctique. Sont interdites, entre autres, toutes mesures de caractère militaire telle que l'établissement de bases, la construction de fortifications, les manœuvres ainsi que les essais d'armes de toutes sortes. » L'interdiction des activités nucléaires est également très large, puisqu'elle s'étend aux essais à des fins pacifiques et à l'élimination de déchets radioactifs. L'Antartique est ainsi la seule zone qui ait

obtenu une adhésion générale et effective, mais c'est aussi la seule qui n'ait présenté jusqu'à présent aucun « intérêt » stratégique.

Ensuite, le Traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation (militaire) de l'Amérique latine, entré en vigueur le 25 avril 1968, réunit 30 États latino-américains (Cuba a refusé d'y adhérer tant que les États-Unis ne lui auraient pas restitué la base de Guantanamo). Le Brésil et l'Argentine avaient entrepris, dans les années 70, des programmes nucléaires militaires ; la perspective d'une nucléarisation de l'Amérique du Sud s'est cependant éloignée depuis l'accord du 28 novembre 1990 par lequel ces deux pays décidèrent d'arrêter simultanément leurs recherches en vue d'un arsenal nucléaire. Il est évident qu'ils ont renoncé à l'escalade nucléaire non pas tant parce que leur sécurité était mieux assurée que parce que des régimes démocratiques ont remplacé les dictatures militaires au pouvoir. La moindre menace d'une déstabilisation pourrait les inciter à réactiver leurs programmes militaires.

Enfin, vingt ans après le Traité de Tlatelolco, une autre zone dénucléarisée a été créée, cette fois dans le Pacifique Sud, par un Traité entré en vigueur le 11 décembre 1986. (Mais l'Australie peut continuer à accueillir des navires américains sans demander s'ils embarquent des armes nucléaires). En 1974, le Pakistan proposait la création d'une zone dénucléarisée en Asie du Sud, le projet devant englober l'Inde, le Pakistan, le Bangla-Desh, le Sri Lanka, le Népal et le Bouthan. C'était trois mois après l'explosion nucléaire « pacifique » indienne, et l'Inde manifestait aussitôt son opposition à cette proposition, « qui aurait pour elle deux conséquences inacceptables : l'affaiblir face à la Chine, puissance extérieure à la zone, et la mettre sur un pied d'égalité avec le Pakistan ». On a assisté alors au spectacle étonnant de deux résolutions concurrentes sur le même sujet, l'une présentée par l'Inde et l'autre par le Pakistan : embarrassée, l'Assemblée générale des Nations unies a voté les deux, qui reçurent le même numéro (3265 A et 3265 B). Et l'Inde a toujours insisté sur la nécessité de dénucléariser l'ensemble du monde avant de se prêter à un désarmement dans ce domaine. On peut encore citer les trois pays membres de l'ex-Union soviétique, Ukraine, Biélorussie et Kazakhstan, qui ont formellement renoncé, après l'implosion du système communiste, à la possession d'un armement nucléaire.

Faut-il encore rappeler l'arrêt de la Cour internationale de justice de La Haye, qui a recommandé en 1996, au cœur de la guerre froide, que l'emploi ou la simple menace d'armes nucléaires fût interdit en tant que « mal ultime » ? L'arrêt, il est vrai, se gardait de trancher sur le cas où l'emploi aurait lieu dans une situation

extrême d'auto-défense « où la survie d'un État serait en jeu ». C'est l'argument que retiennent les pays « dotés » pour légitimer l'entretien de leur arsenal nucléaire à un niveau de « suffisance minimale » (ce qui n'empêche pas le stock de bombes thermonucléaires de s'élever encore à plus de 10 000). Aujourd'hui, la menace demeure néanmoins, qu'il s'agisse de « la montée aux extrêmes » toujours possible entre États ou d'attentats terroristes menés à coup de bombes nucléaires ou de pollutions radioactives. Avec la fin du communisme, « le déséquilibre » actuel de la terreur s'accompagne d'une menace de prolifération au terme de laquelle la dissuasion peut ne plus fonctionner. Les pays membres permanents du Conseil de sécurité, pays vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale et premières puissances nucléaires (États-Unis, Russie, Angleterre, France, Chine dans l'ordre de leur entrée au « club atomique ») sont d'autant moins en mesure de maîtriser la prolifération qu'ils ne sont plus seuls au sein du club. Il faut d'ores et déjà compter avec Israël, l'Inde et le Pakistan, sans oublier le nouveau membre qu'est la Corée du Nord et le candidat qu'est l'Iran. Du jour au lendemain, au reste, le Japon peut aussi se doter d'un armement nucléaire : ses réserves de plutonium ne cessent pas de s'accroître, et puisque la Corée du Nord a franchi le pas, le Japon peut en conclure que « le parapluie américain » ne suffit plus. D'autant moins que la Chine s'est livrée à un tir couronné de succès sur un de ses satellites, alors que les accords sur la non-militarisation de l'espace excluaient une telle initiative. Les principes pacifistes du Japon né de l'après-guerre mondiale peuvent fort bien ne pas résister à un sentiment d'urgence pesant sur la sécurité nationale, que seule l'option nucléaire serait en mesure de satisfaire.

Donneurs de leçons

La vérité est que les États dotés d'un arsenal nucléaire (les EDAN) offrent un fort mauvais exemple à ceux qui n'en sont pas dotés (les ENDAN). Comme l'a dit le Dr El Baradei, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie nucléaire rattachée aux Nations Unies (AIEA), « la double crise concernant le respect des obligations envers le Traité de non-prolifération (le TNP) a mené à une crise de confiance : certains des États non dotés se sont lancés dans des activités nucléaires clandestines menant à des armes nucléaires, et les États dotés manquent à leur devoir de prendre des mesures concrètes et irréversibles afin d'éliminer leur arsenal nucléaire ». L'Afrique du Sud, qui disposait de six bombes au moment de la fin de l'apartheid, est le seul pays au monde qui

se soit débarrassée de cet arsenal. C'était sans doute la condition impérative pour permettre à Nelson Mandela et à son parti de prendre le pouvoir avec l'appui de la communauté internationale.

L'Inde, le Pakistan et Israël ne prennent pas le chemin de signer ce Traité, l'Iran qui l'a signé tend à se soustraire à ses obligations, et la Corée du Nord s'en est retirée, tout en faisant exploser une première bombe atomique. Mais, simultanément, alors qu'un groupe de pays pressaient les EDAN, par une résolution aux Nations unies, de mettre en application leur engagement de désarmement, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont voté contre cette résolution. Faire retour à l'avant ère atomique, c'est-à-dire renoncer à ce qui a conditionné durant la guerre froide la stratégie de la dissuasion – puissance absolue de réplique et garantie de prestige – paraît tout simplement inconcevable aux pays « dotés », même si le contexte stratégique a changé du tout au tout : le sort de la guerre et de la paix ne peut plus se définir indépendamment du nombre restreint d'États-nations qui disposent de la bombe, et en même temps on ne les voit pas répliquer à un groupe terroriste pourvu d'armes de destruction massive à coup de fusées ni même de canons tactiques chargés de mini-bombes nucléaires. La dissuasion du faible au fort, qui soutint la doctrine française d'usage de ces armes, peut-elle jouer contre le fou ?

L'ancien président Jimmy Carter n'a pas hésité à écrire que « les États-Unis sont le principal coupable de l'érosion du TNP : tandis qu'ils prétendent protéger le monde des menaces que représente la prolifération en Irak, en Iran et en Corée du Nord, leurs dirigeants ont non seulement abandonné les restrictions que ce Traité implique, mais ils ont aussi revendiqué des projets destinés à tester et à développer de nouvelles armes, le *bunker buster* ultra-pénétrant (le "casseur de bunkers") et peut-être aussi quelques nouvelles "petites bombes" ». Et surtout, ajoutait l'ancien président, « ils menacent à présent d'utiliser en premier recours les armes nucléaires contre des États non nucléaires »⁵. Ces propos avaient été tenus peu de temps avant la « conférence d'examen » chargée d'évaluer, en mai 2005, les progrès accomplis en faveur du désarmement dans le cadre du TNP.

⁵ J. Carter, éditorial dans le *Washington Post*, 28 mars 2005, p. A17. Ce texte a précédé la conférence d'examen du Traité, qui s'est réunie au mois de mai de cette année et n'a mené nulle part, sinon pour souligner, comme l'a écrit J. Carter, que « le sort du Traité semble en fait indifférent tant aux États-Unis qu'à d'autres puissances nucléaires ».

De plus, le projet de « bouclier anti-missile », même s'il s'agit d'une version réduite de la « guerre des étoiles » inspirée par Edward Teller sous Ronald Reagan, risque de déstabiliser jusqu'aux bonnes relations que les États-Unis entendent ou prétendent entretenir avec la Russie de Poutine. En proposant récemment d'accueillir en République tchèque une station radar et en Pologne dix intercepteurs de missiles, les États-Unis ont beau prétendre qu'il s'agit de parer à une éventuelle attaque de l'Iran ou de la Corée du Nord, l'élite politico-militaire en Russie réagit comme à une provocation d'un retour à la guerre froide. C'est que ces deux pays, naguère membres du pacte de Varsovie, ont rallié l'OTAN : ils sont si proches de la frontière russe qu'aucune assurance donnée que le système n'est pas dirigé contre Moscou ne peut convaincre l'état-major. D'où la réplique envisagée par Iouri Balouïevski, chef d'état-major des forces armées russes : sortir du Traité des forces nucléaires intermédiaires (FNI) qui affectait directement le théâtre européen d'opération, Traité signé sous Reagan et Gorbatchev comme premier signe d'une détente qui mena pacifiquement à la chute du mur de Berlin.

Mais Poutine, dans son adresse solennelle (avril 2007) aux deux Chambres sur l'état de la nation, a préféré annoncer comme mesure de rétorsion le gel du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) : signé en 1990, tout de suite après la chute du mur de Berlin, le Traité passait pour la pierre angulaire de la sécurité européenne post-guerre froide. Le discours de Poutine s'en est pris très agressivement au bouclier anti-missile, traitant les Occidentaux de « colonisateurs » qui, sous couvert de promouvoir la démocratie, interfèrent dans les affaires russes en finançant l'opposition : un discours apparemment de va-t-en-guerre, mais le gel du FCE est d'autant plus symbolique qu'il n'a pas été ratifié du côté occidental⁶. En fait, il est significatif que le « moratoire » porte sur le Traité relatif aux armes *conventionnelles*, non pas sur celui qui concerne les forces *nucléaires* intermédiaires. Néanmoins, plus récemment (août 2007) Poutine a annoncé la reprise des vols de ses bombardiers stratégiques comme pour distiller au-dessus de l'Europe un remugle de guerre froide.

On comprend que l'Allemagne, dont les frontières jouxtent les pays que Poutine persiste à inclure dans sa sphère d'influence,

⁶ Révisé en 1999 à cause de la disparition de l'Union soviétique et du pacte de Varsovie, le Traité dans sa nouvelle version n'a pas été ratifié par les pays membres de l'OTAN faute d'avoir vu l'armée russe évacuer ses bases héritées de l'époque soviétique en Georgie et en Moldavie.

proteste à l'idée de ne pas tenir compte des réactions russes, comme du temps où les Américains installaient des forces nucléaires intermédiaires, Pershing II et Cruise. C'était l'époque où, face à certaines réactions allemandes, Mitterrand disait : « Les missiles sont à l'Est et le pacifisme à l'Ouest. » Ainsi a-t-on vu, pratiquement dans la même semaine, Helmut Schmidt et Gerard Schroeder, anciens Chanceliers, l'un démocrate-chrétien et l'autre socialiste, s'élever violemment contre les dangers du projet de bouclier anti-missiles qui menace d'annuler le Traité (INF) signé sous Reagan et Gorbatchev⁷. Face au discours de Poutine, le ministre allemand des Affaires étrangères, Franz Walter Steinmeier, a souligné, fort diplomatiquement, que « les Européens ont le plus grand intérêt à ce qu'aucune spirale de défiance » ne s'installe entre les États-Unis et la Russie⁸. Et certains en Europe ne se privent pas de dire que le dialogue bilatéral entre les États-Unis et la Pologne ou la République tchèque illustre la vacuité stratégique d'une Europe qui n'y peut mais, sinon « pratiquer la politique de l'autruche, comme l'a écrit Daniel Vernet, en affirmant que les Américains n'en sont qu'au stade des intentions et que de toute façon un tel système ne marchera jamais »⁹.

En fait, on est si loin des traités laborieusement négociés durant la guerre froide et des espoirs de désarmement progressif que les accords de Reykjavik ont pu susciter que des hommes politiques hier aussi pro-nucléaires et fanatiques de la stratégie de la dissuasion que Henry Kissinger et George Schultz, anciens secrétaires d'État, mais aussi William Perry, ancien secrétaire à la défense, et Sam Nunn, ancien président du Comité du Sénat chargé des services armées, ont lancé un appel solennel en faveur « d'un monde totalement libéré des armes nucléaires, coïncidant avec l'héritage moral des États-Unis et pouvant avoir un impact profondément positif sur les générations futures »¹⁰. Cet appel au

⁷ H. Schmidt dans un article de *Die Zeit* du 8 mars 2007, G. Schroeder dans un discours à Dresde du 11 mars 2007.

⁸ Voir *Le Monde*, 28 avril 2007, p. 5.

⁹ D. Vernet, « Le bouclier américain trouble l'Europe », *Le Monde*, 28 mars 2007.

¹⁰ « A World Free of Nuclear Weapons », *Wall Street Journal*, 8 janvier 2007. Une conférence réunie aussitôt après au Hoover Institute, qui n'est pas la fondation politico-stratégique la plus libérale aux États-Unis, a mobilisé autour de George Shultz et de Sidney Drell (un des physiciens spécialistes des armements nucléaires) une vingtaine de personnalités favorables à cet appel, que Gorbatchev a contresigné.

ton dramatique reproduit l'essentiel de tous les messages que le mouvement Pugwash n'a pas cessé de lancer depuis un demi-siècle ¹¹ ; il est éminemment révélateur des incertitudes auxquelles conduisent les menaces nouvelles de prolifération, alors que du temps du dialogue nucléaire entre les deux superpuissances, on savait jusqu'où, comme disait Jean Cocteau, on ne pouvait pas aller trop loin. Déjà Robert McNamara, qui s'est mordu les doigts de n'avoir pas démissionné à temps quand il était à la tête du Pentagone pour protester contre l'impossibilité d'une victoire au Vietnam, a déclaré que l'arsenal nucléaire des États-Unis et de l'OTAN est « dément, [...] immoral, militairement non nécessaire et destructeur du régime de non-prolifération » ¹².

Comme McNamara, le champion de la *Realpolitik* qu'est le vieux Kissinger semble bien prendre ainsi acte de l'impossibilité de contrôler les puissances régionales en quête d'armes nucléaires, d'où son appel aux pays formellement « dotés » de prendre l'initiative d'une politique effective de désarmement. De son côté, au Canada, le sénateur Romeo Dallaire (membre des conférences Pugwash) a présenté une résolution, point de départ d'une campagne à long terme, visant « à l'éradication totale de la violation la plus extrême, massive et imaginable des droits humains » que constituent les armes nucléaires. « Contrairement à la propagande populaire, a-t-il dit, c'est la nature même de ces armes qui est le mal, non certains peuples qui peuvent les acquérir. » ¹³ Le livre récent et fort

¹¹ L'initiative de ce mouvement revient à Bertrand Russel, qui a lancé en 1954 un manifeste, signé par Einstein deux jours avant sa mort, contre les risques de l'escalade des armements nucléaires. A la suite de ce manifeste, l'industriel Cyrus Eaton a accueilli en 1957 un groupe de scientifiques venus de l'Ouest et de l'Est dans son village de naissance, Pugwash, en Nouvelle-Écosse, d'où le nom donné à ces réunions qui se renouvelèrent chaque année en dehors du Canada au sein d'une organisation très souple. Au plus fort de la guerre froide, ces réunions entre scientifiques des deux bords ont permis de préparer les premiers Traités de réduction des armements nucléaires. En 1995, Joseph Rotblat, son secrétaire général, partagea le prix Nobel de la paix avec l'Association, qui a célébré cette année son cinquantenaire à Pugwash même.

¹² Cette citation apparaît dans le livre récent de Joseph Cirincione (propos recueilli par lui), voir la note 14 page suivante. Sur l'opposition progressive de R. McNamara à la guerre du Vietnam, voir son « mea culpa » dans *In Retrospect : The Tragedy and Lessons of Vietnam*, Vintage Books, New York, 1995.

¹³ Sénat canadien, Ottawa, 27 avril 2007.

bien informé de Joseph Cirincione, *La peur de la bombe : l'histoire et l'avenir des armes nucléaires*, tend à donner au contraire une version plus métaphysique que scientifico-morale des dangers de l'évolution future des arsenaux atomiques : ce n'est pas tant la logique de ces armements qui empêche le désarmement total que la condition humaine, c'est-à-dire sa « passivité tragique » face à la menace d'auto-destruction¹⁴. Le débat ainsi rouvert renvoie à des enjeux philosophiques dignes de ceux qui, au XVIII^e siècle, avaient été provoqués, entre Rousseau et Voltaire, par le tremblement de terre de Lisbonne : le problème du mal, lié cette fois à un cataclysme non plus naturel mais technologique, a-t-il son origine dans l'homme, la technique ou la Providence ?¹⁵

D'un côté, la fin de la guerre froide consacre l'entrée de nouveaux acteurs sur la scène de l'armement nucléaire, qui n'ont pas nécessairement le sens de la mesure imposé par la stratégie de la dissuasion. De l'autre côté, les systèmes de protection anti-missiles (à courte, moyenne ou longue portée, de « zone » pour protéger les villes ou de « théâtre » pour protéger les troupes) se multiplient à travers le monde comme réplique à la menace de dissémination des armes de destruction massive. Malgré la retenue dont les superpuissances ont témoigné durant la guerre froide, les scénarios que celle-ci a définis sont manifestement dépassés par l'évolution unilatéraliste de la politique des États-Unis, qui s'accompagne ou se nourrit d'une tendance à un système mondial plus anarchique, dont les nouveaux acteurs nucléaires ne sont pas destinés à se plier à la même rationalité. Faute de contrôle et de confiance, comment ne pas rappeler la formule fameuse de Tchekov : toute arme dissimulée derrière le manteau à l'Acte I annonce un tir à l'Acte 3 ?

¹⁴ J. Cirincione, *Bomb Scare : The History and Future of Nuclear Weapons*, Columbia University Press, 2007. L'auteur a été membre du secrétariat de la Commission des services armés de la Chambre des représentants et directeur du programme sur la non-prolifération de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Son livre est une sobre analyse et sans trop d'illusions des efforts menés contre la prolifération.

¹⁵ Voir J.-J. Salomon, *Prométhée empêtré : La résistance au changement technique*, Pergamon, Paris, 1982, re-édit. Anthropos/Economica, Paris, 1984 ; et *Le destin technologique*, Balland, Paris, 1992, re-édit. Gallimard/Folio, Paris, 1994, qui montrent comment et pourquoi les débats politiques sur les risques technologiques, directement l'œuvre de la main de l'homme, ont succédé aux débats métaphysiques sur les risques naturels.

Le TNP avait été conçu en 1970 dans le cadre de la guerre froide « en considérant les dévastations qu'une guerre nucléaire ferait subir à l'humanité », et les parties signataires déclaraient « leur intention de parvenir au plus tôt à la cessation de la course aux armements nucléaires ». Du temps de la guerre froide, la dissuasion entre les deux superpuissances avait parfaitement fonctionné : chacune savait que saisir l'occasion d'une première frappe l'exposerait à la destruction totale grâce aux fusées porteuses de multiples bombes H lancées par les sous-marins nucléaires, impossibles à détecter. Au plus fort de la crise de Cuba, quand Fidel Castro a supplié Khrouchtchev de lancer ses missiles pourvus de têtes nucléaires sur la Floride, c'est la retenue qui l'a emporté, malgré le blocus de la flotte soviétique par la marine des États-Unis. Comme l'a dit le général Poirier, grand théoricien de la stratégie nucléaire, alors la bombe était aussi un *répresseur de violence* : les adversaires-partenaires devaient « agir et s'interdire d'agir dans un halo d'incertitudes partagées, mais génératrices de modération politique et de prudence stratégique dès lors que chacun savait au moins une chose : une erreur d'interprétation serait fatale à tous. Paradoxalement, ici, l'incertitude est créatrice d'ordre »¹⁶.

Le paradigme perdu

L'après 11 septembre introduit dans les possibilités de confrontation nucléaire un facteur absolument aléatoire de désordre : le terrorisme par l'atome est l'un des scénarios que la fin de la guerre froide nous a laissés en héritage, et il n'est jamais à exclure qu'un petit pays détenteur de la bombe ou un groupe terroriste ignore le prix qu'il aurait à payer s'il prenait l'initiative d'une guerre ou d'un attentat à coup d'arme atomique, chimique ou biologique¹⁷. Réciproquement, les États-Unis n'excluent plus le recours à une première frappe contre un État « terroriste », serait-il non nucléaire, à plus forte raison s'il l'était. Et l'on peut interpréter le discours du président Chirac de janvier 2006 sur notre doctrine de la dissuasion comme allant exactement dans le même sens. Pourtant, ses déclarations de janvier 2007 sur l'absence de danger d'une bombe iranienne n'étaient pas nécessairement très convaincantes : sitôt après avoir mis au point son armement

¹⁶ L. Poirier, *Stratégie théorique II*, Economica, 1987, pp. 324-325.

¹⁷ Voir J.-J. Salomon, *Une civilisation à hauts risques*, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2007.

nucléaire, l'Iran serait selon lui en situation « d'équilibre de la terreur » avec Israël, les règles de la dissuasion vouant ces armes à n'être qu'un arsenal dont la définition même est de ne pas être utilisé. Certes, la possession d'un armement nucléaire peut servir d'argument diplomatique-politique plutôt que militaire, surtout dans cette région dont la configuration et l'exiguïté se prêtent peu à la menace d'un pilonnage massif que les deux superpuissances continentales jugeaient indispensable à leur dissuasion du temps de la guerre froide. Mais qui peut parier que pour des kamikazes fondamentalistes cet arsenal devienne un « répresseur de violence », alors que le président Ahmadinejad ne se prive pas de proférer des menaces d'extermination ? Téhéran serait aussitôt rasé, a dit le président Chirac, ce qui est vraisemblable.

C'est pourtant omettre que la dissuasion durant la guerre froide a reposé essentiellement, bien plus que sur les fusées intercontinentales sol-sol, sur les sous-marins nucléaires indétectables, donc toujours capables de lancer une réplique mortelle de deuxième frappe – et Israël n'en possède pas. Mais l'on voit mal Israël bombardé à coup d'armes nucléaires sans réplique immédiate des États-Unis. Le président Chirac ajoutait que le vrai danger serait alors non pas l'usage de l'arme nucléaire par Téhéran, mais la prolifération au Moyen-Orient, l'Arabie saoudite et l'Égypte sunnites ne pouvant plus alors se passer d'un armement nucléaire. De fait, l'Arabie saoudite – plus grand réservoir mondial de pétrole – vient de commander des centrales nucléaires, comme si elle se mettait sur la voie d'une production d'énergie qui peut mener aussi à des armes nucléaires. Et si, comme pour le réacteur irakien Osirak liquidé en 1981 par l'aviation israélienne, les réacteurs iraniens pourvus de centrifugeuses seraient anéantis par un bombardement israélien, qui peut dire où mènerait la réaction chiite dans le monde ?¹⁸. « L'armement nucléaire iranien est inacceptable a soutenu plus récemment le président Sarkozy, comme s'il s'alignait sur la réplique possible des États-Unis dans l'espoir de convaincre l'Iran. La rationalité qui a manifestement présidé à la nucléarisation et aux surenchères stratégiques des

¹⁸ La télévision publique israélienne a présenté le 18 avril 2007 un film inédit sur l'attaque d'Osirak (le réacteur était d'une technologie fournie par la France), au moment même de la visite à Jérusalem du secrétaire américain à la défense Robert Gates. Le film se fonde sur les archives de l'aviation israélienne, et sa présentation n'était évidemment pas fortuite. Voir l'article de M. Bôle-Richard, correspondant du *Monde*, 21 avril 2007.

deux superpuissances pendant la guerre froide ne repose plus, en fait, sur les mêmes acteurs ni sur les mêmes prédicats, et l'on aura beau dire que les idéologies de la guerre froide avaient tous les aspects de discours religieux, ce n'étaient pas des religions entraînant les fidèles dans des actions sacrificielles.

La conférence d'examen (elle doit avoir lieu tous les cinq ans) qui s'est réunie en mai 2005 s'est soldée sans surprise par des résultats tout à fait décevants, la scène étant alors occupée par les trois « précédents » qui paralysaient toutes les discussions, invitant à gagner du temps suivant la meilleure tradition diplomatique. Signataire du Traité, l'Iran menaçait de reprendre ses travaux d'enrichissement de l'uranium destiné à des bombes, et les États-Unis le menaçaient de sanctions de la part du Conseil de sécurité, malgré tous les efforts fournis par la Russie et la Chine pour les lui épargner ; la Corée du Nord tentait de négocier dans ce domaine un accord de coopération technologique avec les États-Unis, tout en affichant également son désir de disposer de l'armement nucléaire ; enfin il y avait le cas de l'arsenal nucléaire irakien, argument que les États-Unis avaient utilisé auprès du Conseil de sécurité pour justifier leur entrée en guerre contre Saddam Hussein, dont l'AEIA avait fini par mettre en doute l'existence avant même l'intervention des États-Unis et dont effectivement depuis on n'a jamais trouvé de trace. Ces précédents rendaient plus confuses que jamais les conditions dans lesquelles la conférence d'examen s'était ouverte, elle ne pouvait que se clore dans la confusion en attendant les rapports d'évaluation de l'AIEA et la transmission de ses conclusions au Conseil de sécurité. La première session préparatoire de la nouvelle conférence d'examen prévue en 2010 s'est réunie du 30 avril au 11 mai 2007 à Vienne : on ne voit pas comment ni pourquoi elle se serait tenue avec plus de garanties de succès.

Un bilan ambigu

Plus de trente ans après le TNP, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) a finalement été signé en 1996, mais il n'a été ratifié ni par la Chine ni par le Congrès des États-Unis. Les pays dotés signataires peuvent toujours invoquer la nécessité de nouveaux tests (le combustible des bombes s'use au point qu'on ne sait, au bout de plusieurs dizaines d'années, s'il donnerait encore lieu à une réaction critique). Entre les deux grands laboratoires américains producteurs de bombes, Los Alamos et Livermore, une véritable compétition a redémarré pour la mise au point d'un nouveau modèle d'arme nucléaire : le programme, approuvé par le Congrès, n'en est qu'au stade de la recherche, et

impliquerait inévitablement des expérimentations. C'est ce qui a fait dire à Sydney Drell, grand spécialiste et conseiller du Pentagone (ancien directeur du Centre de l'accélérateur de Stanford) : « Je ne connais pas un général, un amiral, un président ou quiconque en position de responsabilité qui accepterait une arme non expérimentée différente de celles qui existent dans nos arsenaux et qui lui ferait confiance sans reprendre les essais. »¹⁹ Suite aux attentats du 11 septembre, le Pentagone a d'ailleurs laissé entendre qu'il envisageait de reprendre des essais pour expérimenter des « mini-bombes » d'ordre tactique. Or, le Royaume-Uni comme la France envisagent de mettre au point ces « mininukes » dont il faudra bien tester les capacités sur un terrain de manœuvre. Rien qu'une telle initiative remettrait en cause l'architecture déjà branlante de la non-prolifération. Au total, toute l'expérience des accords internationaux dans ce domaine montre de la part des pays dotés une intense gesticulation en faveur de la « maîtrise des armements » (*arms control*) et un progrès très relatif dans la retenue (sans « manip » expérimentale, on peut effectivement par des voies virtuelles étudier et calculer dans des conditions de laboratoire extrêmement coûteuses la masse critique et l'implosion des bombes thermonucléaires).

Mais simultanément cette évolution montre aussi l'impossibilité de maîtriser la prolifération, illustrant une telle discrimination dans les légitimités nucléaires que les pays donneurs de leçons apparaissent comme les plus mauvais exemples en matière de désarmement : un bilan qui, comme celui des causes humanitaires ou du droit d'ingérence, demeure pour le moins très ambigu et surtout peu rassurant pour l'avenir. Comme l'a écrit Paul Dahan, représentant adjoint français à la Conférence du désarmement de Genève, les discussions sur la maîtrise des armements nucléaires sont « à la recherche du paradigme perdu »²⁰. L'équipe résolument unilatéraliste de George Bush Jr n'a jamais caché que les accords dans ce domaine « ne contribuent d'aucune façon à la sécurité de leur pays ». En fait, la menace de contournement du Traité de non-prolifération, ou même d'abrogation, fait toujours partie des arrière-pensées des pays

¹⁹ Cité par R. Vartabedian, « Rival US Labs in Arms Race to Build Safer Nuclear Bomb », *Los Angeles Times*, 13 juin 2006.

²⁰ P. Dahan, « Au-delà de l'*arms control* : A la recherche du paradigme perdu », *Annuaire français des relations internationales*, Centre Thucydide, AFRI, vol. IV, 2003.

dotés comme des non dotés, alors que la doctrine du pays le plus lourdement nucléarisé au monde « tangué » entre le renoncement à *l'arms control* et les leçons de vertu administrées aux pays « du seuil » ou aspirant à s'en rapprocher.

De l'arbalète à l'atome

Le précédent de la Convention de La Haye interdisant en 1899 l'usage des gaz asphyxiants n'est guère encourageant, puisque cela n'a pas retenu les belligérants de la Première Guerre mondiale d'y recourir. Sans doute s'est-on gardé de les utiliser sur les champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale, mais ce fut moins par respect de la Convention de La Haye que parce que l'humeur changeante des vents en fait une arme qui peut se retourner contre ceux-là même qui en prennent l'initiative. En outre, il faut bien souligner les contradictions – le paradoxe ? – de ceux des pays officiellement membres du Club atomique qui entendent, d'un côté, empêcher l'Iran de se doter d'un armement nucléaire parce que ce pays contrevient au TNP dont il est signataire, et de l'autre côté fermer les yeux sur l'existence de l'arsenal nucléaire d'Israël, qui n'en est pas signataire, alors qu'ils se sont en même temps récemment résolus, comme les États-Unis et la France, à proposer des contrats à l'Inde pour y assurer le développement de ses réacteurs dits civils : pas plus qu'Israël, l'Inde n'est partie prenante du Traité de non-prolifération et elle dispose déjà, comme celui-ci, d'un armement nucléaire.

Peut-être faut-il remonter plus haut dans l'histoire pour admettre sans illusions que les efforts visant à empêcher la prolifération et l'usage d'une arme nouvelle ne seront jamais couronnés de succès. Les premières arbalètes à trait ont été déclarées « haïssables à Dieu et impropres aux Chrétiens » par le pape Innocent II qui en interdit l'usage, mais cet édit du deuxième Concile de Latran (1139) fut très vite amendé pour légitimer le recours contre les musulmans à cette arme alors très meurtrière – précise jusqu'à 150 mètres. Et plus vite encore la nouvelle arme devint tout aussi licite dans les guerres entre chrétiens. De même l'Occident a-t-il cherché à interdire aux flottes de l'Empire ottoman l'usage des premières batteries de canon embarquées sur ses galères. Il n'a pas fallu longtemps pour que la flotte turque apprenne (plus ou moins bien au début) à s'en servir, grâce à « l'assistance technique » des officiers mercenaires, ingénieurs canonniers, venus d'Europe. Il n'y a pas d'exemple historique du marché des armes qui n'ait pas conduit à leur partage. Les critiques du désarmement nucléaire ont beau jeu de rappeler que

le problème fondamental n'est pas le système d'armes en tant que tel, mais les connaissances qui permettent de le reproduire et de le délivrer, sur lesquelles on ne revient jamais en arrière.

En somme, l'hypocrisie et le cynisme des donneurs de leçons du Club atomique au sein du Conseil de sécurité n'ont rien de nouveau : les frontières de la sécurité internationale sont d'abord délimitées par les intérêts nationaux. De son côté, la Russie de Poutine propose d'enrichir chez elle l'uranium destiné à l'Iran, quitte à ce que les scientifiques iraniens en détournent une partie pour leurs bombes : il n'y a pas de frontières pour un trafic étatique. Et les spécialistes américains de l'*arms control* à l'université Harvard et au MIT ont proposé, avec la contribution d'un haut dignitaire iranien, des solutions de compromis, par exemple une organisation commerciale de coopération américano-russe pour l'enrichissement de l'uranium iranien, en tenant pour acquis que ce qui est en jeu c'est l'usage plutôt que l'autonomie de l'usage des centrifugeuses destinées à enrichir l'uranium²¹. Il suffirait donc de les louer sous contrôle de l'AIEA pour à la fois mener l'Iran à des sentiments plus pacifiques et contrôler les bons offices russes, tandis que simultanément les États-Unis s'interdiraient toute agression contre l'Iran. « Moyennant quoi l'Iran, tout en se voyant reconnaître le droit d'enrichir lui-même l'uranium, accepterait pour le moment de ne pas exercer ce droit tout comme, dit curieusement ce projet, chaque Américain a le droit constitutionnel de posséder une arme, mais beaucoup choisissent de ne pas en avoir. »

Irrésistible tentation des États-Unis de rapporter le monde à leur propre modèle ; mais là où il s'agit dans ce pays d'un droit qui concerne les individus, on a toute raison de douter que l'État iranien se plie à ce modèle – auquel de surcroît, comme on sait, la majorité des Américains tournent le dos : l'Association nationale du Fusil (NRA) est, en effet, l'un des *lobbies* les plus importants des États-Unis qui non seulement s'est toujours vu reconnaître par le Congrès et la Cour Suprême, au nom du deuxième amendement, le droit de posséder chez soi des armes de tous genres, mais encore

²¹ Voir A. Maleki (ancien ministre adjoint des Affaires étrangères en Iran et proche de l'ancien président de la République Hashemi Rafsanjani) et M. Buhn (ancien conseiller de la Maison-Blanche en matière de non-prolifération), « Finding a Way Out of the Iranian Crisis », Science, Technology and Public Policy Program, Belfer Center for Science and International Affairs, John F. Kennedy School of Government, Harvard University, 7 avril 2006.

ne se prive pas d'en faire la propagande sur son site ²². Manifestement, la possession en Iran des centrifugeuses (faciles à dissimuler, car elles ne constituent pas un équipement encombrant) garantit aux yeux des fondamentalistes la possibilité d'une force de frappe nucléaire : affaire d'État, à laquelle ni les États-Unis ni Israël ne sauraient demeurer indifférents.

Deux poids, deux mesures

L'Inde est certes une démocratie, la plus grande de la planète, et entend bien désormais se comporter et se faire reconnaître comme une grande puissance exerçant un rôle sur le plan international qui ne soit plus celui d'un « non-aligné », ce qui avait été sa politique du temps de la guerre froide. L'Iran a d'immenses réserves de pétrole, et ses aspirations au club des « dotés » n'ont évidemment pas d'autre raison que stratégique dans « la mer de tous les dangers » que constituent le Proche et le Moyen-Orient. Le pays est aux mains de fondamentalistes qui menacent d'entrer en conflit direct à moyen terme avec Israël à coup de missiles nucléaires. La communauté internationale, comme on dit, a toute raison de se méfier de ceux qui le dirigent et qui n'hésitent pas à parler d'éradiquer un État membre des Nations Unies comme d'un objectif allant de soi. De son côté, l'Inde ne dispose pas d'assez d'uranium pour alimenter ses réacteurs depuis les restrictions imposées par les fournisseurs occidentaux, à la suite de son refus de se soumettre aux procédures de contrôle du TNP. Alors qu'elle maintient ce refus au moins pour les réacteurs destinés à l'armement nucléaire, les États-Unis et la France ont pudiquement décidé d'ignorer cette entorse à l'une des obligations essentielles du TNP. Sur un parc prévu de 23 réacteurs, 11 y compris des surgénérateurs seront très officiellement voués à alimenter l'armement en plutonium et en tritium, et seront donc considérés comme bénéficiant d'un privilège d'exterritorialité par rapport à l'AEIA, qui doit en revanche contrôler l'usage militaire des centrales iraniennes. On estime que la production indienne de plutonium s'élève déjà à 9 tonnes, de quoi alimenter plusieurs centaines de bombes.

²² Le récent massacre des 32 étudiants du Virginia Tech, après celui du lycée Columbine, ne saurait mettre en question le droit constitutionnel - héritage des imageries *western* de la conquête de l'Ouest - pour chaque individu de posséder des armes.

Grâce à ces accords, l'Inde aura accès à des transferts de technologie et à l'importation d'uranium destinés en principe exclusivement à ses réacteurs civils, mais dont les spécialistes pourront toujours détourner une partie à des fins militaires. L'atome est par définition l'exemple parfait d'une « technologie duale » bonne pour la paix comme pour la guerre (tout réacteur produit du plutonium). Avec la bénédiction de l'Occident, l'Inde pourra ainsi poursuivre son programme de bombes A et H dans le « parc réservé » des réacteurs échappant aux foudres de l'AIEA. De plus l'Inde se réserve le droit d'affecter tout nouveau réacteur à une fin soit civile soit militaire – un paradoxe de plus des avatars que connaît le Traité de non-prolifération.

La légitimité reconnue au parc de réacteurs destinés aux bombes s'applique donc à la promotion d'un arsenal nucléaire à venir plus important. L'Inde a quelques contentieux sérieux avec la Chine comme avec le Pakistan : ces nations sont toutes trois des puissances nucléaires, et il est donc essentiel que dans « l'équilibre de la terreur », à la base de la dissuasion sur laquelle repose leur stratégie défensive, aucune des trois n'ait l'impression d'un désavantage : c'est dire que seule une escalade dans la capacité de réplique à une première frappe sera la réponse à cet enjeu. De fait, l'accord signé par George Bush Jr promet d'accroître l'avance technologique de l'Inde dans ce domaine, même si la « dissuasion du faible au fort » de la part du Pakistan peut apparemment et pendant quelque temps compenser ses retards. Mais simultanément la Chine s'empresse de signer des accords avec les États-Unis et la France pour rajeunir son parc de centrales nucléaires, de sorte que le prétexte d'accords commerciaux dans le secteur civil peut au contraire contribuer à augmenter les arsenaux nucléaires dans toute la région et du même coup délégitimer tous les efforts menés jusqu'à présent contre la prolifération.

Une rationalité aléatoire

Les accords signés avec les États-Unis et en cours de négociation avec la France définissent une situation tout à fait nouvelle : c'est tout le continent asiatique auquel on semble reconnaître, malgré le Traité de non-prolifération ou à cause de son caractère rendu tout simplement caduc, la légitimité d'une stratégie de dissuasion nucléaire. On voit mal la Chine, le Japon ni même les deux Corées rester indifférents. Les jeux de guerre auxquels les stratèges de la RAND Corporation se sont livrés durant la guerre froide étaient déjà très complexes et hasardeux à

deux partenaires. A trois partenaires et davantage, ils impliqueraient des calculs bien plus difficiles à maîtriser – en un mot, une rationalité tout à fait aléatoire. Nul ne sait si les règles du jeu de « l'équilibre de la terreur » y seront honorés comme ce fut le cas entre les États-Unis et l'ex-Union soviétique. Ce qui était défini comme la certitude d'un processus de destruction mutuelle – démente absolue suivant les initiales MAD de cet équilibre (*Mutual Assured Destruction*) – entraînait néanmoins un certain respect de chacune des deux puissances bipolaires pour l'autre. Dans une surenchère multipolaire, le scénario de l'erreur de calcul est par définition plus vraisemblable. Pour les États-Unis, bien sûr, entretenir la dissension entre l'Inde et la Chine, dont la montée en puissance menace de compromettre, sinon de ruiner leur propre hégémonie, est une manière classiquement diplomatique de gagner du temps et de diviser pour régner. Et peut-être de réussir à faire de l'Inde, hier proche de la Russie, une solide alliée face aux tentations d'expansion d'une Chine qui pourrait avoir des ambitions impérialistes ou à la perspective d'un Pakistan tombant aux mains de fondamentalistes, Talibans et mouvances d'El-Qaida.

Car le Pakistan est un allié des États-Unis jusqu'à preuve du contraire. Il n'est pas inutile de rappeler le cas d'Abdul Qadeer Khan, l'ingénieur qui a mis au point les missiles et les bombes pakistanaises, et qui a vendu ses secrets nucléaires à la Libye, à l'Iran et à la Corée du Nord. Comment punir ce héros de la science pakistanaise qui manifestement en sait trop et auquel on doit tant ? Les États-Unis n'ont pas eu d'autre choix que de conforter leur alliance douteuse avec le Pakistan en fermant les yeux sur cette affaire, et Abdul Qadeer Khan s'est retrouvé à la tête de l'Académie des sciences pakistanaise. On comprend que la grande majorité des scientifiques indiens – en tête bien sûr l'actuel président de la commission indienne de l'énergie atomique, le Dr Anil Kakodbar, et son prédécesseur le Dr R. Chidambarm – aient aussitôt applaudi à l'accord. La réputation des ingénieurs électroniciens indiens n'était plus à faire, mais le monde et les médias ignoraient l'héritage remarquable des physiciens Raman et Bhaba formés en Angleterre, qui ont mis en route des institutions de recherche fondamentale et appliquée dignes des meilleurs laboratoires occidentaux. Considérée pendant trente ans comme une « paria nucléaire » en raison de son refus d'adhérer au TNP, voici l'Inde reconnue puissance nucléaire sans avoir à soumettre tous ses réacteurs au contrôle de l'AIEA. Je suis prêt à parier que, lors de la réforme des Nations Unies, les États-Unis soutiendront sa candidature comme membre permanent du Conseil de sécurité. Le gain sur le plan de la stratégie et du prestige est considérable.

Sur le plan de la paix, on peut s'interroger : la surenchère des industries nucléaires des États-Unis, de la France, mais aussi de la Russie, qui y construit déjà deux nouveaux réacteurs, n'a évidemment rien de raisonnable. Il est difficile ici de minimiser le poids qu'exercent les scientifiques sur les affaires du monde et leurs désordres : dans ce domaine, « la voix de son maître » passe fatalement et inextricablement par celle des experts, seuls capables de dire ce qui est faisable et non faisable et de conduire la mise en œuvre des programmes de recherche-développement, si ce n'est de les orienter et d'en décider²³. Il y a longtemps que C.P. Snow a mis en garde sur ce rôle qu'exercent les scientifiques dans les « choix cruciaux qui doivent être faits par une poignée d'hommes qui ne peuvent pas avoir une connaissance de première main de ce dont ces choix dépendent et de ce à quoi ils peuvent aboutir. Or, ces choix décident au sens le plus cru du terme de notre vie et de notre mort »²⁴. Il pensait que ce rôle des scientifiques inspirant la décision politique était réservé aux sociétés industrielles avancées. L'Inde aujourd'hui, malgré ses immenses poches de misère et d'analphabétisme, tend à en être une – et le devient à bien des égards. Depuis Nehru, les conseillers scientifiques du gouvernement ont toujours été soutenus et leurs ambitions prises en compte.

En mal de marchés extérieurs sur le dos d'un Traité qu'ils font mine de concevoir comme essentiel à la paix du monde, les pays membres permanents du Conseil de sécurité offrent ainsi le pire exemple, en particulier au « Club de Londres », qui réunit les 45 pays fournisseurs de combustibles et de technologies nucléaires : ceux-ci se sont interdit d'en vendre à des pays non signataires du TNP, les voici incités à le faire. Désavouant les obligations même qu'ils se sont imposées et qu'ils entendent imposer aux autres, États-Unis et France n'étaient-ils pas tenus par les termes optimistes du TNP, qui les dit « désireux de promouvoir la détente internationale et le renforcement de la confiance entre États afin de faciliter la cessation de la fabrication d'armes nucléaires, la liquidation de tous les stocks existants desdites armes et l'élimination des armes nucléaires et de leurs vecteurs des arsenaux nationaux » ?

Le Traité de non-prolifération, déjà en médiocre état de survie, est décidément mis à mal : comment s'opposer désormais

²³ Voir J.-J. Salomon, *Les scientifiques – Entre pouvoir et savoir*, Albin Michel, Paris, 2006.

²⁴ C. P. Snow, *Science and Government*, 1960 ; re-édité par The New American Library, 1962, p. 9.

au souhait d'autres pays dits du « seuil » de devenir à leur tour membres du club ? Le transfert de technologies nucléaires par des voies privées n'est jamais à exclure, d'autant moins que les réserves d'uranium naturel en Afrique donnent lieu à des trafics clandestins ²⁵. L'impossibilité même de circonscrire la prolifération ne peut donc que contribuer à rendre plus réelle la menace d'actes de terrorisme menés à coup d'armes ou de combustibles nucléaires transitant de pays « dotés » à des pays « du seuil » ou rêvant d'y accéder, sans parler des mouvements non étatiques à l'affût d'armes de destruction massive. La menace qui pèse sur la stabilité de l'ordre international échappe de plus en plus à la logique de la dissuasion : comme l'a souligné l'ambassadeur François de Rose, grand spécialiste des problèmes de stratégie nucléaire, « c'est là un fait nouveau, diamétralement contraire à la situation qui a régné pendant le demi-siècle qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale. » Et de souligner que, si Oppenheimer a pu parler, à propos de la confrontation bipolaire entre les États-Unis et l'ex-Union soviétique, de deux scorpions enfermés dans une bouteille, l'un et l'autre sachant parfaitement que l'attaque de l'un entraînerait irrésistiblement l'anéantissement de l'autre, il

²⁵ Les premières bombes américaines ont été construites avec de l'uranium venu des mines de la Compagnie du Haut-Katanga (alors Congo belge). Reconnaissants, les États-Unis ont aidé la Belgique à y créer un centre nucléaire, le CREN-K, aujourd'hui en déshérence dans la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), qui a vécu dix années de guerre civile. Le centre abrite 91 barres d'uranium dans des conditions douteuses de sécurité suivant une inspection récente de l'AIEA ; deux barres ont été notoirement volées dans les années 1970, et le directeur actuel du centre, Fortunat Lumu, a été accusé de s'être livré au trafic « d'une importante quantité d'uranium. » L'exploitation sauvage des immenses gisements miniers du pays, dont ceux de l'uranium, a constitué la principale source de financement des achats d'armes durant la guerre civile, et continue manifestement de donner lieu à des trafics. Le délabrement du centre et les manœuvres des candidats à la présidence de l'État autour des groupes miniers font craindre plus que jamais une dissémination incontrôlée de combustible nucléaire. « L'ancienne mine de Shinkolobwe, fermée depuis 1961, écrit l'envoyé spécial du *Monde*, fait l'objet d'une extraction artisanale par les habitants des villages - 10 000 personnes - qui ignorent la dangerosité du niveau de radioactivité constaté. » (voir P. Bernard, « L'uranium en jachère au Congo-Kinshasa », *Le Monde*, 18 avril 2007, p. 3).

n'en serait plus de même avec de « petits scorpions moins responsables politiquement et obéissant à des motifs irrationnels »²⁶.

Les bruits de bottes font craindre une confrontation armée entre les États-Unis et l'Irak, mais une négociation n'est jamais exclue, qui permettrait d'éviter l'élargissement du borbier dans lequel l'invasion de l'Irak a empêtré l'équipe de George Bush Jr. Ce dialogue de sourds évoque en effet un circuit de pressions au sein des Nations Unies très analogue à ce qui a précédé l'intervention contre Saddam Hussein, c'est-à-dire des sanctions financières qui peuvent étouffer l'économie iranienne sans pour autant faire céder ses dirigeants, au bout de quoi nul ne sait sur quelle confusion de plus une « guerre préemptive » déclenchée par les États-Unis pourrait déboucher. Mais, dans le cas de l'Irak, la poursuite de l'enrichissement de l'uranium en vue d'une bombe ne fait guère de doute, alors que Saddam Hussein avait manifestement détruit toute trace de ses projets d'armement nucléaire.

Il y a moins d'un an l'équipe Bush Jr excluait encore tout contact avec des représentants de l'Irak, Condolezza Rice a néanmoins obtenu qu'un Américain prît place à la même table qu'un Iranien (et qu'un Syrien) pour discuter... de l'Irak, et d'autres réunions ont eu lieu après celle de Charm el-Cheikh (3 mai 2007), où pour la première fois les chefs de la diplomatie américaine, iranienne et syrienne ont eu des échanges formels, encore que circonscrits officiellement sur le seul avenir de l'Irak. Même si l'enjeu nucléaire relève formellement d'autres instances (« le groupe de contact » dont font partie, avec les États-Unis, des Européens, l'AIEA et le Conseil de sécurité), ces réunions offrent déjà une forme de reconnaissance à l'État qui passe pour appartenir à « l'axe du Mal. » Le pire n'étant pas toujours sûr, il se peut aussi que l'Irak joue de la menace nucléaire comme d'un levier dans ses efforts pour être légitimé par les États-Unis en tant que puissance régionale, dont l'avis et le poids influenceront inévitablement sur le destin du Proche et Moyen-Orient : le régime des ayatollahs s'inspirerait ainsi de la dictature nord-coréenne qui ne s'est (apparemment) dotée de l'arme nucléaire que pour obtenir sa reconnaissance de fait de la part des États-Unis²⁷.

²⁶ F. de Rose, « Les avatars de la dissuasion nucléaire », *Commentaire*, n° 117, printemps 2007, pp. 72 et 74.

²⁷ On ne peut pas d'ailleurs sous-estimer l'opposition en Iran aux excès de paroles et d'ambitions nucléaires de son président actuel : un professeur de physique respecté, Ahmad Shirzad, ancien député réformateur d'Ispahan, n'a pas hésité à critiquer sur son blog ces

Le résultat le plus évident de la menace iranienne, qu'on ne peut dissocier des précédents israélien, indien et pakistanais, à plus forte raison de celui des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité peu enclins à sacrifier leur arsenal nucléaire sur l'autel du désarmement, est d'inciter tous ses voisins (et d'autres encore) à se fournir le plus rapidement possible en réacteurs nucléaires. Comme l'a dit le roi Abdullah II de Jordanie au journal israélien *Haaretz*, « les règles du jeu ont changé. Chacun se presse désormais pour un programme nucléaire ». Les candidats présumés couvrent toute la région : Bahrein, Égypte, Jordanie, Koweït, Oman, Qatar, Syrie, Turquie, Yémen, ainsi que l'Arabie saoudite et les sept petits principautés des Émirats arabes unis qui constituent le Conseil de coopération du Golfe basé à Ryad et représentent 45 % des réserves mondiales de pétrole : l'urgence du nucléaire civil n'y saute pas aux yeux s'il s'agit de parer à l'épuisement de cette ressource « non renouvelable ». Pas davantage, au reste, l'Algérie avec laquelle le CEA et l'EDF envisagent un accord en vue de réacteurs nucléaires. Mais comme l'a dit le prince Saud al-Faiçal, ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, « l'effort du Conseil ne vise pas de bombes. Tout ce que nous voulons est un Moyen-Orient libre d'armes de destruction massive »²⁸. La référence à Israël et à l'Iran était on ne peut plus claire, et ce départ a lieu avec le soutien plus ou moins conscient des États-Unis. Le précédent indien a commencé avec la même litanie : c'est en invoquant son intérêt civil (et pacifique) que l'Inde a fait exploser sa première bombe. Plus que jamais, en tout cas, la prétention des EDAN à choisir leurs élus parmi les ENDAN, excluant les uns et légitimant les autres, renforce l'idée que si la voix de chaque pays au sein des Nations Unies est égale à celle de tous les autres, ce que les Allemands appellent la force des choses – la *Sachzwang* – explique qu'il y ait toujours en matière nucléaire des voix moins (ou plus) égales dans ce qui passe pour le rêve d'une gouvernance mondiale échappant aux passions et aux intérêts des États-nations – et à ce qu'il faut bien appeler depuis Hiroshima la malédiction du nucléaire.

ambitions, jusqu'à proposer un débat en tête à tête à la télévision avec Mahoud Ahmadinejad. Plus de mille internautes lui ont envoyé en quelques heures des messages de sympathie, et ce défi ne lui a apparemment pas valu de représailles (voir *Le Monde*, 4-5 mars 2007, p. 5).

²⁸ Voir W. J. Broad et D. E. Sanger, « With Eye on Iran, Rivals Want Also Nuclear Power », *The New York Times*, 15 avril 2007.

